

LE PLÉBÉIEN

JOURNAL COMMUNISTE ANARCHISTE

Paraissant tous les 15 jours

Le patriotisme est le dernier refuge des
coquins. SPIES.

L'émancipation des travailleurs ne saurait être
l'oeuvre que des travailleurs eux-mêmes.

ANNONCES : 10 centimes la ligne. On traite à forfait.

Adresser les communications et articles divers au Bureau de Rédaction, à Vaux-sous-Olne.

SOMMAIRE

Notre But.
Revue de 1894.
Les Anarchistes aux Ouvriers.
La Torture dans les Prisons françaises.
Faits-divers.
Avis.

A nos amis.

Des tracasseries sans nom nous ont forcés à interrompre la publication du *Plébéien*. Nous sommes enfin arrivés à surmonter ces difficultés, et si le public veut bien nous favoriser du même accueil que précédemment, nous paraîtrons hebdomadairement à bref délai.

Le *Plébéien* continuera, comme par le passé, à être une tribune ouverte à tous les penseurs indépendants, discutant pour le seul amour de la logique et ayant la franchise de traduire leurs pensées en paroles. Du reste, nous n'avons rien à ajouter ni à retrancher à l'article « Notre but », que nous publions dans notre premier numéro et que nous reproduisons ci-dessous.

NOTRE BUT

L'histoire nous apprend qu'il est inutile de parlementer avec ses oppresseurs. Les suppliants réclament en vain la justice, c'est aux révoltés à la prendre. Nous sommes donc des révoltés.

Nous luttons pour aider à la naissance d'une société égalitaire où l'individu puisse se mouvoir librement, sans entrave de la part d'un pouvoir quelconque.

Nous combattons l'ordre des choses actuel et tous nos efforts tendront à soulever les individus contre la savante tyrannie et les tracasseries bêtes de nos maîtres, à prêcher la révolte contre les iniquités monstrueuses d'un ordre social qui écrase la plus grande masse de producteurs au profit d'une petite minorité d'oisifs, dont le seul rôle est de vivre du travail des autres.

Nous voulons la révolte contre tout ce qui est faux, arbitraire, absurde, inique, contre tout ce qui entrave le développement normal de l'individu, contre tout ce qui gêne son évolution vers l'avenir et le progrès.

Nous voulons faire comprendre aux ouvriers que c'est leur intérêt aussi bien que leur devoir de ne pas subir les vexations qui les blessent, les dénis de justice qui les exaspèrent ; qu'on ne triomphe pas de son ennemi en se courbant devant lui ; qu'à la force qui nous écrase et nous exploite, nous avons le droit et le devoir d'opposer la force qui se défend.

Où, nous voulons la révolte complète, sous toutes ses formes et de tous les instants,

mais pas la révolte inconsciente qui frappe en aveugle, sous la poussée d'une colère momentanée et tombe soudain une fois l'explosion passée. Nous voulons la révolte consciente, qui sait où elle va et ne désarme devant personne.

Convaincus que la révolte ou l'action ne se commande ni se conseille, nous ne sera pas, à proprement parler, à prêcher la révolte que nous consacrerons nos efforts, mais à créer des révoltés qui agissent d'eux-mêmes et d'après leurs propres aspirations raisonnées.

Nous tâcherons de démontrer toute la pauvreté des arguments sur lesquels on fait reposer la légitimité des institutions sacrosaintes : Etat, patrie, propriété, famille, et nous apprendrons à les envisager sous leur véritable aspect.

Nous voulons prouver que l'Etat, avec tout ce qui sort de cette source impure, police, armée, magistrature, a pour but de constituer le pouvoir au profit d'un petit groupe de parasites, de confisquer le travail du plus grand nombre au profit de quelques-uns, de déguiser l'arbitraire sous une apparence de justice et de moralité et de faire durer à jamais (de par la loi), le règne de l'ignorance, de la sottise et de la cruauté.

Ardents partisans de l'action et de l'autonomie de l'individu, nous chercherons à provoquer partout l'initiative consciente de l'homme ; mais nous savons aussi que l'homme n'est pas fait pour vivre seul, qu'il a besoin du concours de tous ses semblables pour étendre son autonomie, qu'il lui faut solidariser ses forces avec d'autres pour combattre et triompher.

Nous travaillerons donc de toutes nos forces à activer les groupements naturels des mêmes tendances, des mêmes affinités, des mêmes aspirations, certains que loin d'amoindrir notre initiative nous ne faisons que l'agrandir en associant nos forces et en les faisant converger toutes vers le même but.

Les groupes tels que nous les concevons doivent se former spontanément en vue d'actes de propagande à accomplir, se désagrégant et se reformant suivant les besoins du moment.

La grande force de l'anarchie, c'est que ses adeptes, à l'exception des militants, échappent à tout recensement. Grâce à la tactique anarchiste, tant critiquée par les autoritaires, l'armée anarchiste est une masse anonyme, inconnue, que l'on trouve partout, mais que l'on ne parvient à saisir nulle part.

De cette façon, en dépit des lois et des gendarmes, nous échappons à l'étreinte de l'Etat et la société future se forme petit à petit dans le sein même de la société présente et malgré elle.

Pour mener à bien la tâche que nous assumons, nous comptons sur l'appui moral et matériel (soit en nous envoyant des articles

et correspondances, soit par souscriptions et abonnements) de tous ceux qui veulent la fin de l'antique barbarie qui, jusqu'à présent, n'a fait que changer de nom.

LE PLÉBÉIEN.

Revue de 1894

Si les plats valets qui ont la prétention de représenter les prétendus intérêts de la société humaine, dans tous les pays, dans des bouges qu'on appelle par ironie *Palais de la Nation*, se donnaient la peine de jeter un regard en arrière, ils verraient de leurs yeux d'oiseaux de proie le sinistre cortège de crimes qu'ils ont commis sous le fallacieux prétexte de sauver la société ; crimes infâmes qui ont si tristement illustré l'année qui vient de s'écouler, année lugubre s'il en fut, et qui nous montre, une fois de plus, ce que nous pouvons attendre du principe autoritaire, basé uniquement sur le droit de la force armée et en vertu duquel on nous dépouille de notre nécessaire, comme un vulgaire détrousseur le ferait au coin d'un bois.

Il est évident qu'il serait insensé, de la part de toute honnête gens, d'espérer des reptiles du pouvoir gouvernemental l'expression d'un sentiment de repentir ; ils sont coutumiers du fait.

Que leur importe les veuves et les orphelins dans la misère, du moment qu'ils ont assouvi leurs vengeances ?

Que leur importe le manque du nécessaire chez les autres, du moment qu'ils ont l'estomac bien rempli ; c'est à la rondeur de leur abdomen qu'ils mesurent la question sociale, et malheur à ceux qui osent se plaindre de cette situation, car sous prétexte de rétablir l'ordre en réprimant ces légitimes mécontentements, les dirigeants les enverront pourrir dans les cachots, si toutefois ils ont la chance de n'être pas tués comme des chiens morveux dans la rue, ou envoyés à la guillotine, c'est suivant les pays.

C'est ainsi qu'en France, ils ont assassiné Vaillant, qui n'avait, lui, tué personne, que de protester un peu violemment contre les vices de la société actuelle en jetant une bombe au milieu des repus qui se réunissent au Palais Bourbon sous le prétexte de faire des lois. Mais comme leurs prisons ne leur suffisent pas toujours pour venger la société, ils ont envoyé Vaillant à la guillotine. Qu'importe à ces scélérats que sa fille soit sans soutien et souffre de misère ; leur vengeance est assouvie, cela suffit.

Après Vaillant, c'est Emile Henry ; encore un révolté des iniquités sociales, qui, par ses explosions du Café Terminus et de la rue des Bons Enfants, a subi le même sort.

Quiconque a pris connaissance de sa déclaration faite devant la Cour d'assises de

la Seine, a été obligé de reconnaître et de s'incliner devant son grand cœur et sa haute intelligence, ce qui n'a pas empêché nos fameux anthropologistes de le traiter en détraqué et de criminel né, et pour cause.

Après Emile Henry, arrive Caserio, tuant d'un coup de poignard le Président de la République française, toujours pour la même raison, par le même esprit de révolte. Trop de richesses, dans une classe d'êtres oisifs qui ne représentent qu'une infime minorité, et trop de misères dans l'autre, qui est la grande classe des producteurs, qui peinent et suent du matin au soir pour entretenir les fainéants inutiles et accapareurs.

Caserio, en tuant Carnot, a frappé la tête de la société, sans faire d'autres victimes innocentes, ainsi que disent les rampants bourgeois; et comme toujours, les pourvoyeurs de la guillotine se sont léché les babines à l'odeur de son sang, en l'envoyant sous le couperet.

Si nous allons jusqu'en Guyane, colonie française au climat meurtrier où l'on envoie les condamnés aux travaux forcés, nous pourrions constater, une fois de plus, la raison d'être de l'état militaire, pour les assoiffés du pouvoir, et l'utilité des soldats qu'on abrute à dessein dans les casernes pour les rendre aptes à exécuter toute espèce de boucherie humaine, sur un simple mot d'ordre; nous en avons encore eu la preuve le 26 octobre.

Les détenus anarchistes, envoyés là-bas par les canailles de la magistrature, trouvant que tout n'était pas pour le mieux dans cette galère, manifestèrent leurs mécontentements et se révoltèrent contre leurs gardes-chiourmes qui les tracassaient par mille vexations de toutes sortes. Dare, dare, les chefs bouchers militaires arrivèrent au nom de la patrie avec leurs troupes et massacrèrent sans pitié les malheureux qui avaient osé se plaindre. Quatorze tombèrent sous les balles pour ne plus se relever. Encore une fois, la société était sauvée par la force et les budgétivores rassurés, pouvant à nouveau se livrer dans une douce quiétude à leurs malpropres affaires panamistes, de chantage et de trahison.

Voilà, succinctement, l'exposé du bilan des crimes commis par les dirigeants de la France, sans compter les longues détentions de gens qui n'avaient rien fait et les condamnations aussi arbitraires les unes que les autres, appliquées à des hommes comme Jean Grave, pour avoir seulement osé écrire leurs appréciations sur l'état actuel de la société qui n'est qu'oppression à outrance et ennemie de tout sentiment humain.

Si nous passons maintenant en Espagne, nous retrouverons les mêmes procédés, les mêmes faits de banditisme gouvernemental, pratiqués sous la même étiquette menteuse, *Au nom de la patrie, de la famille et de la propriété*; seulement, comme les vengeances d'en haut peuvent se pratiquer de différentes manières, ils se servent là-bas pour les condamnés à mort, d'un appareil qu'ils appellent la Garrotte, ce qui, au fond, revient au même pour les victimes des égorgeurs officiels, ou de temps à autre on change le décor et on les fusille, comme ça a été le cas pour les malheureux Pallas, Cerezuela, Cadina, Ars, Soyas, Bernat et Sabat, seulement soupçonnés d'avoir fait partie d'un complot contre la vie du maréchal Martinez Campos.

Combien d'enfants sans père et de veuves sans soutien, sur un simple soupçon émis par des jousseurs affolés.

Le cœur de tout homme qui n'est pas dépourvu de sentiments humains, se soulève d'indignation devant de telles lâchetés impunies, pour la seule raison qu'elles sont officielles et qui ne sauraient être approuvées que par les rebus de la nature.

Après ces victimes de la peur, arrive Salvador qui jette sa bombe au Liceo, le plus riche théâtre de Barcelone, où la haute bourgeoisie se rend pour goûter l'art musical et littéraire.

Les êtres serviles nommés par le gouvernement et chargés de juger leurs adversaires, le condamnèrent à la Garrotte.

Il fut exécuté le 19 octobre 1894; les trembleurs avaient leur vengeance et le peuple, inconscient de ces homicides, continua comme auparavant à être le bon et docile mouton de Panurge de ses exploités.

Quelle analogie dans les procédés de répression des gouvernants de tous les pays qui ne règnent que par la force.

Comme cette vérité saute bien aux yeux des plus aveugles, que ce n'est que la force qui les soutient.

Supprimez l'armée, et vous supprimez vos maîtres; et cependant, quand on songe que si tous les hommes qui ont des sentiments de révolte au cœur voulaient les mettre en action, c'en serait bientôt fait de toute cette machine gouvernementale et de tous ces pourvoyeurs de guillotine, qui vivent aux dépens du travail des autres comme un souteneur vit aux dépens de la prostituée qui le nourrit.

Ce qui doit nous rendre fort dans l'œuvre que nous poursuivons, c'est le souvenir de tant de malheureuses victimes de la misérable organisation actuelle et qui tombent sous le couteau du bourreau, pour avoir exprimé tout haut ce que des milliers d'autres pensent tout bas. L'idée révolutionnaire fait son chemin, les têtes qui tombent et le sang versé ne sauraient l'arrêter, elles ne font que grandir la haine des exploités et opprimés contre leurs exploités et oppresseurs: c'est pourquoi nous devons redoubler d'efforts dans notre propagande, et nous n'y faillirons pas, à seule fin que l'idée de l'émancipation complète des travailleurs parvienne à son entière éclosion et qu'elle arrive ainsi à imposer d'elle-même le communisme dans la révolution future, qui sera le terme de tous les maux de l'humanité dont elle souffre depuis tant de siècles.

Et vous tous, cœurs généreux si remplis d'une si sublime abnégation, qui avez payé de votre vie l'expression de vos sentiments de révolte, qui avez répandu votre sang pour les idées dont nous serons les dignes continuateurs, vos noms s'immortaliseront dans tous les cœurs désireux de poursuivre le but commencé par vous, et c'est pourquoi martyrs de la sainte cause, la rédaction du *Plébéien* vous adresse un suprême et éternel salut.

Salut, Martyrs, salut!

LA RÉDACTION.

LES ANARCHISTES aux Ouvriers.

On vous a dit que les anarchistes étaient des bandits avides du sang de leurs semblables, qu'ils avaient le travail en horreur et désiraient bien vivre à vos dépens. S'il ne s'agissait que de défendre nos personnes attaquées et calomniées sans cesse par nos adversaires, nous ne nous donnerions pas la peine de relever de pareilles insanités; mais nous estimons avoir à remplir un précieux devoir: celui de dire bien haut et partout ce que nous considérons comme une vérité capable de donner au monde le bien-être tant désiré par tous. C'est pourquoi nous ne cessons pas de faire entendre nos voix, malgré les formidables menaces suspendues sur nos têtes; c'est pourquoi nous nous adressons à vous qui, cependant, en dépit des misères qui vous assaillent, restez presque indifférents devant l'effroyable inconnu qui se prépare.

Si vous prêtiez une oreille attentive aux rumeurs et aux plaintes qui s'élèvent de toutes parts, peut-être seriez-vous inquiets de l'avenir qui vous est réservé; mais les puissants du jour vous ont donné l'habitude de regarder les événements sans y réfléchir, sans en approfondir les mystérieux dessous dont la constatation pourrait vous éclairer.

Lorsque, dans un mouvement de révolte justifié par les ignominies de la société moderne, l'un des nôtres vend chèrement sa vie, quand, à bout de patience et de résignation, un anarchiste s'insurge et jette l'effroi parmi les maîtres, on s'empresse d'en profiter pour vous faire toucher du doigt nos instincts sanguinaires et notre amour de la destruction. Mais lorsque, dans nos paroles et dans les feuilles que nous faisons paraître, malgré toutes les difficultés et les obstacles sans nombre, nous affirmons que notre but consiste à débarrasser l'humanité des maux dont elle souffre; lorsque nous expliquons que nous voulons supprimer la misère et les maladies, la famine et la guerre, que nous désirons une société véritablement égalitaire et fraternelle, les mêmes nous répondent que nos vœux sont impossibles à réaliser, qu'il y aura toujours des riches et des pauvres, c'est-à-dire la misère; qu'il y aura toujours des luttes de nations à nations, c'est-à-dire le massacre, la destruction sauvage des existences et des édifices. Pourquoi donc une telle contradiction?

On nous reproche d'une part notre férocité, de l'autre nos douces utopies. La veille nous sommes des criminels, et le lendemain on nous traite de rêveurs insensés; seulement, toute explication nous est impossible et, tandis que nos insulteurs ont toutes les forces pour se défendre, toute la presse pour nous railler et détourner le véritable sens de nos arguments, nos modestes journaux sont interdits et nos voix étouffées. On nous intimide par une législation brutale et sans précédente qui nous oblige à user de fraude pour nous adresser à ceux que nous aimons et à qui nous voulons dire nos espoirs en un avenir meilleur et en une immuable justice.

Cependant, si nos prétentions étaient ridicules, si nos désirs n'étaient que de vains mots jetés aux miséreux pour les pousser au crime, une discussion large et ouverte à tous des théories que nous émettons aurait bien vite fait de nous rendre grotesques et de nous attirer le blâme de tous les gens de cœur, nous serions forcés, devant la preuve de nos sottises et l'incapacité de nos esprits, de nous incliner sous les judicieuses raisons de nos adversaires; mais, au contraire, comme la société dont ils vivent est extrêmement sujette à nos critiques, comme les moyens dont ils usent attireraient la colère du peuple, ils restreignent autant qu'ils le peuvent les libertés que nos pères ont conquises au prix de leur sang; ils nous empêchent de dire ce que nous pensons et nous rendent tous responsables de la révolte d'un seul.

Or, si nous nous résignons ainsi à subir les vexations de toutes sortes dont nous sommes l'objet, si nous acceptons d'être traqués et poursuivis, si de nombreux adeptes de l'anarchie ont été pendus, garrottés et guillotins dans tous les pays et si les prisons nous ouvrent si facilement leurs portes, ce n'est pas assurément parce que le but que nous poursuivons manque d'intérêt; ce n'est pas sans avoir mûrement réfléchi que nous nous lançons ainsi dans la mêlée, à une époque où les sacrifices sont aussi rares que les jours heureux. Non, le sentiment qui nous guide absorbe tellement nos individus, la question qui nous préoccupe est d'une telle intensité, qu'aucun de nous ne peut désertir la lutte avant d'assister au triomphe de nos convictions anarchistes.

Qu'avons-nous à reprocher à la société moderne? Nous l'avons fait entendre sous mille et mille formes, nous l'avons crié partout où il était possible de le faire. Nous lui

reprochons — et personne ne saurait nous contredire — d'être par trop inhumaine ; nous lui reprochons de nous rendre à tous, riches et pauvres, la vie douloureuse sinon impossible ; nous lui reprochons ses bases trop injustes, ses lois et ses convenances trop cruelles à nos besoins.

Cette société abjecte, que nous voulons remplacer par une société où chacun peut vivre heureux du produit de son travail, est divisée en trois parties bien distinctes les unes des autres. La première c'est vous, c'est nous tous, travailleurs des villes et des campagnes, c'est nous tous qui produisons tout, absolument tout ce qui se consomme ici-bas ; c'est nous tous qui nourrissons, habillons et abritons l'humanité entière ; c'est nous tous à qui sont dévolus les plus durs et les plus répugnants travaux ; c'est nous tous qui faisons vivre nos semblables au risque de nos existences.

Qu'avons-nous en échange de nos peines, quelles sont les joies qui compensent nos tourments ?

Il faut bien l'avouer, hélas ! Nous n'avons à notre disposition que d'équivoques boisons qui nous font oublier la misère assise à nos foyers ; nous n'avons que d'écœurants spectacles pour éveiller nos chairs lasses et brisées par la fatigue. Hors de ces deux dérivatifs — que tous encore ne peuvent se procurer, — il n'est rien qui puisse nous attacher à la vie que nous subissons. Nous vivons plutôt par lâcheté de ne pas nous détruire immédiatement, peut-être par l'espoir d'un avenir moins sombre, mais surtout par amour pour les nôtres qui partagent nos souffrances et nos privations. Voilà la situation qui nous est faite malgré nos labeurs ; c'est dans cet enfer que nous nous agitons presque sans nous en apercevoir, car nous y sommes tellement habitués qu'une autre existence nous paraît impossible.

Cependant, les produits que nous créons avec tant de peines et qui nous sont enlevés dès qu'ils pourraient nous servir et nous alimenter, profitent certainement à d'autres que nous. Ceux-là forment la seconde partie de la société. Ce sont tous ceux qui vivent dans le luxe et l'inaction. Des gens qui, malgré multiples titres et professions, leurs occupations de toutes sortes — politiques et administratives — ne produisent rien qui puisse aider à la subsistance de l'humanité. C'est cette partie de la société que nous entretenons de notre travail. Elle vit en parasite de la fatigue de nos membres et de la détresse de nos intérieurs. Sous prétexte de diriger l'Etat, qui doit s'occuper de nos intérêts, elle fait de la politique, c'est-à-dire qu'elle nous aveugle et nous gruge sous le couvert de conventions sociales et internationales.

Les diverses transformations de cette classe servent d'appas à notre ignorance lorsque la misère nous oblige à chercher un remède pour nos maux. Les nombreuses formes de gouvernementations attirent notre attention et la détournent de la véritable solution, car nous nous apercevons bien qu'aucun régime politique, fût-il le plus libéral, ne saurait nous donner un bien-être même relatif. La politique ne sert d'ailleurs qu'à couvrir d'un voile épais de mensonges les agissements frauduleux et arbitraires des dirigeants. Ce que la plus élémentaire honnêteté de conscience interdit, la politique le permet. On a entendu en pleine séance du Parlement français, un député s'écrier : « En politique il n'y a pas de Justice ! » Ces mots étaient prononcés à l'égard d'un adversaire assez redoutable ; on juge par là ce que peut bien être la politique à l'égard du peuple.

Grugés et volés, nous le sommes non-seulement par tous ceux qui prétendent nous défendre et nous représenter, mais encore et surtout par les propriétaires, financiers, patrons et grands commerçants, spéculant sur le travail qu'ils nous arrachent pour un mor-

ceau de pain. L'actionnaire, qui reçoit de forts dividendes lui permettant de vivre grassement, ne gagne pas ce bien-être, quoi qu'on en dise, par son travail. Les intérêts sont rapportés par un capital quelconque qui ne s'est pas formé tout seul et c'est encore nous qu'il nous a produits. La maison qui s'élève, edont le propriétaire touche les revenus, n'est pas sortie ainsi de dessous terre sans que nous y mettions les mains pendant de rudes et nombreuses journées. Les champs, qui s'étendent sous la poussée blonde des épis, ne se sont pas ainsi couverts de la récolte sans que nous y versions l'engrais de nos sueurs.

Nous ne pouvons pas dire, cependant, que nous sommes esclaves des heureux de ce monde, car ceux-ci affectent de nous laisser libres de nos mouvements, mais de tout ce qu'il nous est donné de produire, du travail gigantesque que nos générations d'artisans accomplissent depuis des siècles, rien n'est à nous et nous n'avons même pas de quoi nous vêtir décentement. Pour vivre, il nous faut produire sans relâche, mais nous ne possédons pas l'intégrale totalité de nos œuvres ; avec la somme de notre travail, nous pourrions vivre heureux et satisfaits dans la nature clémente, mais on nous laisse à peine de quoi ne pas mourir de faim.

Aussi sommes-nous en proie à la misère la plus atroce, et ceux d'entre nous qui parviennent à un âge avancé sont fort rares. Nous perdons nos forces et nous usons notre santé dans l'atmosphère dangereuse des usines ; nos enfants y gagnent inévitablement la phthisie et l'anémie. Les causes principales des maladies qui déciment nos familles résident dans la situation lamentable de la classe ouvrière, car si parfois elle nécessite de nombreux médecins, c'est qu'elle n'a pas eu assez de pain et sa disposition.

Dans toutes les industries et sur toute la terre, les maîtres s'accordent entre eux pour nous rendre la vie plus âpre et le travail plus difficile. Savez-vous comment étaient traités les mineurs d'Anzin, au service du principal actionnaire, le Président actuel de la République française ? « Dans leur contrat avec la mine, les ouvriers s'engagent à prévenir trois mois d'avance de leur départ, et pendant ces trois mois ils ne peuvent travailler autre part, mais la Compagnie n'est plus tenue de leur fournir d'ouvrage. » Autour des malheureux, on a mis ce désert de trois mois où ils vont mourir de faim, s'ils n'aiment mieux regagner leur gîte de misère ! Edifiant, n'est-ce pas ?

C'est de ces monstruosité-là dont les anarchistes prêchent la fin, et il est tout naturel que ceux qui en profitent fassent leur possible pour couvrir nos voix et nous effrayer par leurs persécutions. Ils espèrent pouvoir faire le silence sur les iniquités dont ils sont coupables, mais vous tous qui en souffrez, vous qui avez sous les yeux l'horrible tableau de l'universelle douleur, vous qui savez ce que l'on peine dans leurs bagnes, vous ne pouvez pas vous y laisser prendre. La preuve, c'est que, malgré tous les grands mots d'honneur, de devoir, de loi, de patrie, etc., qu'ils mettent gravement en avant pour nous imposer le travail dont ils s'engraissent, les dirigeants et les industriels provoquent maintes fois par leur rapacité des émeutes qui, en se généralisant, feraient bien vite perdre leur prestige aux autorités qui, sensément, nous gouvernent. Mais c'est là qu'intervient la troisième partie de la société dont nous annonçons l'existence au commencement de cet article.

Cette nouvelle et dernière partie de la société est formée d'éléments très différents, mais possédant une particularité qui les réunit tous, c'est-à-dire que les individus dont elle est composée sont pris dans les diverses classes de la société mais ne produisent pas plus que les maîtres dont ils font respecter les fortunes mal acquises. Ce

sont depuis les plus humbles gendarmes jusqu'aux plus puissants fonctionnaires, en passant par les bourreaux, l'armée, la magistrature et la prêtraille.

Dès qu'un groupe d'ouvriers fait mine de refuser la condition misérable qui lui est offerte en se mettant en grève, des prolétaires enrégimentés braquent leurs fusils sur les mécontents. Dès qu'un malheureux sans travail et sans gîte prend, au hasard de la rencontre, de quoi subvenir à ses besoins d'un jour, les gendarmes sont là pour l'arrêter et les juges pour le condamner. Si, complètement démoralisé, ce malheureux attende à la vie d'un être quelconque, le bourreau s'empresse de le supprimer du nombre des vivants. Il n'avait qu'à se résigner. Le prêtre est là pour cela : « Plus vous êtes malheureux sur terre, nous raconte-t-il, plus au ciel vous aurez de faveurs. Résignez-vous à votre sort ! Ne convoitez pas le bien d'autrui, » ajoute-t-il effrontément à ceux qui ont tout produit et à qui l'on a tout pris. Puis il s'en va dîner en compagnie de ses semblables, débouche de nombreuses bouteilles et, entre la poire et le fromage, se prend d'une grande pitié pour les infortunés privés de feu et de pain, pour les pauvres petits qui grelottent dans l'ombre et souffrent de la faim.

Et c'est encore nous qui nourrissons tout ce monde-là, c'est encore le travail que l'on nous arrache, qui permet de vivre aux soldats qui nous fusillent, aux gendarmes qui nous arrêtent, aux juges qui nous condamnent, aux prêtres qui nous trompent et aux bourreaux qui nous décapitent. Ils vivent tous plus ou moins grassement, mais pas une heure de leur longue existence n'a été consacrée au travail. Ils sont là pour faire respecter la propriété.

Une fois pour toutes expliquons-nous bien sur ce point. C'est un des plus grands crimes que l'on nous reproche : celui de vouloir détruire la propriété. Matériellement, nous ne voulons rien détruire et ceux qui le prétendent sont des imposteurs et des gens tarés ; quant à l'institution de la propriété, oui, mille fois oui, nous voulons la détruire, car ce n'est pas ainsi que nous la comprenons et nous ne respecterons jamais la possession usurpée et volée.

Nous considérons que la matière appartient à celui qui la travaille et non à d'autres, et que le résultat de son labeur doit appartenir à l'ouvrier, qu'il lui est absolument libre d'en faire ce que bon lui semble : de l'échanger pour d'autres produits ou de le garder pour ses besoins personnels. Celui qui ne produit rien n'a droit à rien, et il est mal venu à faire défendre une propriété dont l'acquisition ne lui a jamais coûté la moindre peine.

Mais les voleurs, nous objectera-t-on ? ceux qui ne voudront pas travailler et vivront à nos dépens, nous ne pourrons plus les empêcher de nous prendre ce qu'ils convoiteront, puisqu'il n'y aura plus de police pour les tenir en respect. Il est entendu que dans la société moderne, la classe ouvrière alimente non-seulement ceux qui se prélassent dans toutes les fêtes et vivent on ne peut mieux, mais encore ceux qu'ils ont institué pour se préserver des atteintes des loqueteux. Dans la société de l'avenir, nous pourrions aisément nourrir les quelques fainéants

(1) Fidèle au principe de libre-examen, nous insérons l'article tel qu'il nous est parvenu, nous bornant à attirer l'attention de l'auteur sur le mot démoralisé, dont nous ne saisissons pas bien le sens. Démoralisé signifie-t-il ici écoeuré, dégouté, etc., alors nous sommes d'accord ; faut-il, au contraire, l'entendre dans le sens d'absence de morale, en ce cas nous différons du tout au tout. En effet, la morale étant l'ensemble des règles qui guident l'homme vers le but qu'il se propose d'atteindre et la société nous plaçant en face de ce dilemme *subir les lois et institutions ou se révolter*, nous en concluons que révolte et morale se tiennent, se lient et, dans bien des cas, sont une. Nous reviendrons là-dessus au prochain numéro, s'il y a lieu.

que la honte ne décidera pas au travail et que nous considérerons comme des infirmes incapables de faire la moindre chose. Cela vaudra mieux que de se payer des gendarmes, des bourreaux et des juges qui n'en sont pas moins des fainéants.

Nous venons donc de voir comment est divisée la société dans laquelle nous vivons. D'abord les producteurs qui, en échange de leurs travaux, n'ont que misères et privations. Ensuite les oisifs qui se nourrissent de ce qu'ont produit les premiers et passent leur temps en réjouissances de toutes sortes. Puis en troisième lieu viennent les fonctionnaires qui vivent également de la production des premiers, mais sont chargés de défendre contre ceux-là mêmes ce qu'ont usurpé les seconds.

Encore une fois, c'est cet état défectueux que les anarchistes veulent transformer. Ils désirent que chacun soit heureux sur cette terre où tout se trouve à profusion lorsqu'on se donne la peine de la travailler. Là se bornent nos aspirations. C'est vers cette liberté, vers cette quiétude, que nous nous acheminons et nous vous demandons à vous, ouvriers, camarades de chôme et de misère, de vous associer à notre œuvre, de nous aider à renverser les obstacles qui se pressent sur notre route pour hâter la venue de la société anarchique.

D'après les prévisions des penseurs et des philosophes, d'après des pronostics certains, d'après la misère qu'il nous est donné de voir et les événements qui se précipitent, une révolution éclatera, inévitable et grosse d'imprévu. Il ne tient qu'à vous de savoir ce qui vous est nécessaire et de veiller à ce

qu'elle tourne enfin à votre profit. Il ne faut pas que le sang coule encore une fois inutilement, car l'épreuve sera décisive.

Ce ne sera pas encore maintenant, soit ! mais il ne faut pas s'en désintéresser pour cela. D'aucuns font leur possible pour laisser à leurs enfants de gros sacs pleins d'écus, travaillons à laisser aux nôtres un héritage de bien-être et de liberté.

Vive l'Anarchie !

(1) Nous mettons sous les yeux du public un entrefilet intitulé : *La torture dans les prisons françaises*, paru dans le *Soir*, de Bruxelles, 5 novembre 1894.

La torture dans les prisons françaises.

L'administration pénitentiaire, à Paris, vient de rappeler l'anarchiste Matha de la maison centrale de province où il était interné. Cette décision a été prise à la suite des circonstances suivantes : On sait que Matha fut arrêté à son retour de Londres où il s'était réfugié après une première condamnation à dix-huit mois de prison, le 4 juin 1892, comme gérant du journal anarchiste *l'En-Dehors*.

Impliqué dans le procès des trente sous, l'inculpation d'affiliation à une association de malfaiteurs, il fut acquitté le 12 août, mais il était aussi interné à Mazas pour purger sa première condamnation en attendant la révision de son procès, qui est inscrit au

(1) Cour d'assises de la Seine, plaidoirie de M. Jaurès, député, 6 novembre 1894.

rôle des affaires appelées dans la deuxième quinzaine de ce mois.

Or, le 23 août dernier, son avocat adressait au ministre de la justice une lettre pour protester contre le régime de la prison cellulaire appliqué à son client et demander son transfert à Sainte-Pélagie, comme condamné politique. On résolut, au contraire, de transporter Matha à la maison centrale de Villeneuve d'Agen.

Le soir du jour où cette lettre fut adressée au ministre de la justice, *Matha était embarqué en wagon cellulaire, poings liés et les fers aux pieds*. A peine écroué à la maison centrale, Matha demandait au directeur de la prison la permission d'écrire à son avocat qui doit l'assister dans le procès prochain. *Le directeur refusa cette permission et l'envoya au quartier de punition.*

Devant ce traitement, Matha refusa de prendre aucune espèce de nourriture et déclara qu'il se laisserait mourir de faim. Comme il mettait, en effet, en exécution cette résolution, le directeur effrayé de le voir dépérir, écrivit à sa mère et à sa sœur qui habitent dans le Midi. A l'annonce de l'arrivée de sa mère dans l'après-midi du 6 octobre, Matha, qui avait dû être transporté à l'infirmerie à cause de son extrême faiblesse, consentit à boire un peu de lait. L'entrevue de la mère et du fils fut des plus touchantes.

Le désespoir de la pauvre femme et les promesses du directeur et du médecin, effrayés de leur responsabilité, eurent raison du projet de Matha. Enfin, après une longue correspondance entre le directeur de la prison et le ministre de l'intérieur, Matha a été ramené à Paris le 25 octobre et écroué au dépôt.

C'est ainsi que sont traités, en dépit de la proclamation des droits de l'homme et du citoyen, des individus coupables d'exprimer franchement leurs pensées, dans le pays réputé de liberté et de républicanisme.

DEUX SOLLICITEURS

MESSIEURS,

Mon père, en arrivant en Belgique, était dépourvu de tout, il ne subvenait à son entretien que grâce à une dotation que lui servait un pays étranger. Néanmoins, il est parvenu à la fortune et moi-même, son fils cadet, et sans rien produire, suis à la tête d'une fortune de 50,000,000 francs ; j'ai richement doté mes filles et mené joyeuse vie.

J'espère, Messieurs, qu'il vous plaira de reconnaître les mérites d'un homme qui a su s'enrichir sans se rendre utile ?

La société. — Mais qui êtes-vous donc ?

Le solliciteur. — Je suis le comte de Flandre.

La société. — Trop heureux de vous servir, altesse, nous vous offrons 200,000 francs par an.

MESSIEURS,

Depuis l'âge de 9 ans je suis au travail, j'ai 68 ans, j'ai 40 ans de service consécutif chez mon dernier patron qui, trouvant mes membres trop usés, m'a congédié. La modicité de mon salaire ne m'a permis que d'entretenir bien misérablement ma famille, dont tous les membres sont morts les uns après les autres. Je suis réduit à tendre la main. Soyez assez bon, généreux, Messieurs, de m'admettre dans une maison de refuge.

La société. — Quoi ! vous êtes sans parents, sans asile, sans moyens d'existence ?

Le solliciteur. — Malheureusement, Messieurs, je suis absolument seul, seul avec mes malheurs.

La société. — Oh ! alors, 3 mois de prison et 2 ans à la disposition du Gouvernement. Gendarmes ! emmenez le détenu ?

L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI

Dreyfus trahit son pays, expose la vie de milliers de ses concitoyens, gradés et autres, dans un but de leurre, se rend coupable du plus infâme et plus odieux des crimes. Le Conseil de guerre le condamne à la déportation à temps.

Dreyfus est bourgeois.

Le soldat Brevet, dans un moment d'indignation et en réponse aux brutalités de ses chefs, lance son képi à la face de son colonel et ce faisant il ne pouvait ni tuer, ni blesser personne.

Le Conseil de guerre le condamne à la peine de mort.

Brevet est ouvrier.

DEUX BUDGETS

D'après le vicomte d'Hugues, au Parlement français, la fortune des Rothschild s'élève à 10 milliards de francs. Calculée à raison de 5 % d'intérêt par an, cette fortune rapporte à la famille Rothschild la somme de 1 million 333,333 francs de revenu par jour ou 9,333,331 francs environ par semaine.

La famille Raemakers, de Rochalt (Limbourg belge), composée du père, de la mère et de 6 enfants, vit du salaire du père ; celui-ci gagne 14 centimes par heure à la poudrière du Cautille et travaille 12 heures par jour, soit 1 fr. 68 par jour ou environ 10 francs par semaine.

MÉLANGE DE VÉRITÉS

Moi, tout ; le reste, rien : Voilà le despotisme, l'aristocratie et leurs partisans. Moi c'est un autre ; un autre, c'est moi : voilà le régime populaire et ses partisans. Après cela, décidez. CHAMFORT.

Le plus parfait des gouvernements serait la négation de tous. PROUDHON.

AVIS

Etant désireux de donner à nos lecteurs un mouvement social complet, nous prions nos amis de nous signaler les faits concernant la propagande, qui seront à leur connaissance.

Pour vos imprimés, programmes, lettres de faire part, etc., adressez-vous à l'imprimerie du Plébéien, à Vaux-sous-Olne, Nessonvaux.

PRIME OFFERTE

à tous les lecteurs du *Plébéien* : **Les Plébéiennes**, de J. DEMOULIN. Prix fr. 1.25 au lieu de fr. 5.00 en librairie.

Timbres en caoutchouc pour sociétés et particuliers. — Prix de bon marché sans précédent. S'adresser à ETIENNE MONTULET FILS, à Vaux-sous-Olne.

Prière à nos dépositaires de nous faire connaître le nombre d'exemplaires qu'ils désirent en réglant, si possible, le N° 1, 2^e année, avant le 13 janvier.

Editeur-gérant : ETIENNE MONTULET, à Vaux-sous-Olne.